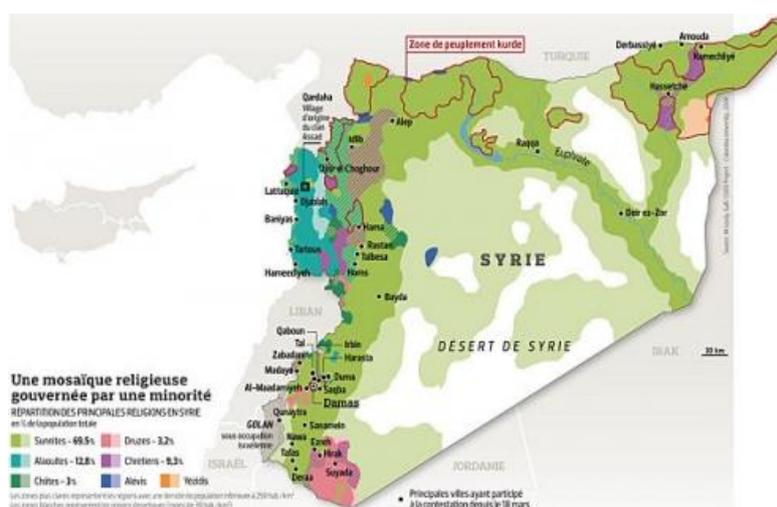


## La Syrie et la France, par Champsaur

Le 15 Mars 2011, la petite ville de Deraa au sud de la Syrie à la frontière jordanienne, à 100 kms de Damas, fut le théâtre d'émeutes limitées. Les forces de l'ordre ouvrirent le feu, et ce fut le début d'un engrenage conduisant à la situation d'aujourd'hui. Les observateurs français impartiaux, extérieurs à cette tourmente sont envahis d'un profond malaise devant, d'une part les options choisies par les gouvernements français successifs depuis dix-huit mois face à des événements dramatiques qui sont en train de saccager la Syrie et de déstabiliser le Levant, et d'autre part ce que les médias du Système imposent en France avec toute leur puissance, rendant le dossier incompréhensible.

Une telle indigence incite à revenir à l'histoire de la place de la France qui a beaucoup sacrifié, ainsi qu'à l'examen de la désormais classique utilisation des moyens de télécommunication dits « multi media » comme arme de guerre.



La légende étant peu lisible, voici les couleurs indiquant chaque religion, et son importance démographique :

Vert clair : Sunnites (69,5%); Turquoise : Alaouites (12,8%); Vert foncé : Chiites (3,5%); Rose ; Druzes (3,2%); Violet : Chrétiens (9,3%); Bleu : Alevites et Orange : Yeddites...

### Un peu d'histoire du milieu du 19<sup>ème</sup> siècle au printemps 2011

A la conférence de Londres en 1840, le terrible Lord Palmerston parvint à contenir la France en Egypte. Cependant un aspect intéressant du traité de Londres de 1840, était la reconnaissance de la Palestine comme partie intégrante de la Syrie. Sous l'œil attentif des Britanniques, les Français continuèrent toutefois à œuvrer en Egypte, lui donnant une place importante sur l'échiquier mondial avec l'inauguration du canal de Suez en 1869, De Lesseps ayant réalisé ce que Londres hésitait à lancer. Mais à partir de 1870 la politique de la France

dans cette région manqua dramatiquement de netteté. En Juin 1882, massacre de chrétiens à Alexandrie. Pressée par l'Angleterre d'intervenir à ses côtés, la France (Freycinet) ballotée dans des majorités instables, refusa de bombarder Alexandrie et de débarquer aux côtés des Anglais. C'était abandonner la prééminence politique, économique et culturelle acquise en Egypte.

Restait alors la Syrie dans le rêve de Paris d'être présent au Moyen Orient, territoire stratégique dans l'empire ottoman. Or au congrès de Berlin de 1878, l'Angleterre (Lord Salisbury) admit que la Syrie toute entière était dans la sphère d'intérêt de la France, la contrepartie étant que Paris reconnaisse la convention passée entre la Turquie et l'Angleterre à propos de Chypre.

Comment la France a été écartée de la Palestine après la Grande Guerre sort du cadre de ce papier.

Depuis 1870, les œuvres catholiques françaises s'étaient beaucoup développées dans tout le Proche Orient, représentant autour de 70 % des œuvres étrangères (contre 10% pour les Britanniques).

La prééminence économique et culturelle de la France en Syrie du Nord et en Syrie du sud, était si importante qu'en 1912, le ministre des Affaires Etrangères, Poincaré, avait obtenu que l'Angleterre reconnût notre position. Plusieurs télégrammes entre notre ambassadeur à Londres (Paul Cambon), et le Foreign Office, confirmaient que l'Angleterre se désintéressait de la Syrie ... jusqu'à l'intervention de Sir Mark Sykes, grand connaisseur de l'Orient, et surtout perspicace observateur de l'évolution des Ottomans. Et il commença à prétendre que les intérêts français en Syrie gênaient l'intégrité de l'Empire ottoman.

Par ailleurs l'aveuglement anticlérical qui habitait, les sectaires des années 1870 en France, les fit considérer la mission de la France de protection des lieux saints et des chemins de la Bible, tant en Palestine, qu'en Syrie, comme une inacceptable interférence de l'Eglise dans la politique étrangère. Ce dogmatisme fut à l'origine de beaucoup de nos échecs. Rarement mentionné, sauf par Maurras, ce fut un véritable boulet pour nos diplomates et nos militaires. Le protectorat catholique de la France commençait à être affaibli à la veille de la Grande Guerre, en particulier le rêve syrien.



Dès Novembre 1914, et par des accords en Mars/Avril 1915, la Mésopotamie était réservée à l'Angleterre, la Syrie et la Cilicie à la France, dans le schéma d'un démantèlement de l'empire ottoman. Mais le séoudien Cherif Hussein, gardien de la Mecque et seigneur du Hedjaz ne l'entendait pas de cette oreille, et exigeait de connaître des tracés de frontières bien établis, en particulier la délimitation de la Syrie qu'il revendiquait comme territoire arabe. Notre ambassadeur Paul Cambon, proposa François Georges-Picot pour négocier avec le britannique Sykes, et formaliser un accord. Une difficulté vint de Hussein qui considérait la Syrie pays arabe entrant dans la zone qu'il souhaitait se créer comme future Arabie. Les négociations furent complexes, la Russie du Tsar était concernée, et les accords furent signés dans la plus grande confidentialité. Mais en 1917, Trotsky découvrant le document dans les archives le publia. Ce qui valut une réaction très vive de l'Américain Woodrow Wilson au nom «du droit des peuples à disposer d'eux mêmes». Et les accords Sykes – Picot ne furent jamais appliqués dans leur détail, en particulier parce qu'en même temps que les Britanniques se livraient à ces spéculations, ils promettaient au Congrès juif mondial (Lord Rothschild et Theodore Herzl), un foyer national juif en Palestine (déclaration Balfour, 1917). Ils ont toujours prétendu qu'il ne fut jamais question de créer un état juif (ce que le texte alambiqué de la déclaration pouvait confirmer), mais simplement d'une sorte de zone refuge. On sait ce qu'il en advint dès 1945 ...

Dans un tel bouillonnement, les Français se trouvèrent assez vite confrontés à divers nationalismes en Syrie, dont le Congrès National Syrien, qui proclama une Syrie indépendante, le 7 Mars 1920. Cependant les accords Syke – Picot désormais publics furent confirmés à la conférence de San Remo (Avril 1920), et les territoires Liban et Syrie, placés sous mandats français, qui dura ainsi de 1920 à 1943. Ils découvrirent aussi la constellation de minorités religieuses, ce qui commença à faire parler de « l'Orient compliqué » : sunnites (majoritaires), kurdes, alaouites, chrétiens (très nombreuses obédiences), druzes, chiites, ismaéliens.

Quelques dates importantes :

- 19 Avril 1923 : Général Weygand, Haut Commissaire;
- Juillet 1925 : Révolte des Druzes;
- 9 Mai 1926 : Bombardement français sur Damas;
- 1930 : La France instaure une constitution
- 12 Mai 1930 République de Syrie;

Cet embryon de République syrienne avait commencé à se faire reconnaître par le gouvernement du Front Populaire. Les premiers pourparlers entre Français et

Syriens en vue de la rédaction d'un traité d'indépendance avaient débuté en septembre 1936. Le conflit interrompit le processus.

En 1940, la Syrie était très logiquement sous administration de Vichy (Général Dentz, Haut Commissaire du Levant) mais les Britanniques le chassèrent, en plaçant des troupes françaises face à face, gaullistes contre les troupes de Dentz, cruelle situation de bien triste mémoire ... Le Général Catroux lui succéda au nom de la France Libre, reconnut l'indépendance la Syrie (Juin 1941, de facto fin du mandat, mais dans les faits, l'administration française demeura, et surtout les Britanniques restèrent sur le territoire). Les quatre années de 1940 à 1944 furent catastrophiques pour l'autorité de la France au Levant, pour des raisons évidentes qu'il n'est pas utile de développer. En 1946, indépendance, les Français se retirèrent du Liban et de la Syrie, qui devint peu après membre des Nations Unies.

A partir de cette date, les Etats Unis s'installèrent dans les affaires du Levant, tant pour contrer l'influence soviétique grandissante, que pour assurer la viabilité du jeune état d'Israël. Et ce fut en Syrie une succession de coups d'état.

Le 1er février 1958, l'Égypte et la Syrie s'unirent, créant la République arabe unie, ce qui entraîna, de facto, l'interdiction des partis politiques syriens.

Mais l'union cessa rapidement d'exister. Par le coup d'État du 28 septembre 1961, la Syrie fit sécession, et rétablit la République arabe syrienne.



*De 1958 à 1961, l'éphémère République Arabe Unie...*

S'en suivirent d'autres coups d'état jusqu'à la guerre des six jours, perdue par les Égyptiens et les Syriens, affaiblissant du même coup le gouvernement de Salah Jedid (le président en exercice). Le 13 novembre 1970, le ministre de la Défense Hafez el-Assad fit un coup d'État. Déposant Salah Jedid, il devint grâce à sa «révolution correctrice» le nouveau premier ministre, et l'homme fort de la Syrie.

La France se trouva alors face à ce personnage, au plus près, dès le déclenchement de l'atroce guerre du Liban, en 1975, qui fit jusqu'en 1990 pas moins de 150.000 morts, la plupart civiles.

Et à partir de ces dates, force est de constater que les relations entre la France et le clan Al-Assad ont suivi une sinusoïde impossible à décoder, tant les positions sont passées d'un extrême à l'autre en des temps très courts, sans la moindre logique ni ligne directrice, rendant la diplomatie française au Levant à peu près illisible. Tout se passe comme si notre pays s'était mis à obéir alors à des directives extérieures ...

On notera ainsi la guerre des Services Secrets entre la France et la Syrie pendant les années 1981 :

Septembre 1981, assassinat à Beyrouth de notre ambassadeur Louis Delamare;

Avril 1982, assassinat du secrétaire radio du SDECE à Beyrouth, et de son épouse enceinte;

Octobre 1983, attentats du Drakkar à Beyrouth (ultérieurement imputé à l'Iran mais pas de certitude à ce jour);

Février 1988, assassinats à Beyrouth de l'officier de la DGSE Maranzana;

Écheveau difficile à démêler, la Syrie ayant toujours considéré le Liban comme une extension de son propre territoire.

Mais à l'hiver 1990 la Syrie se joint à la coalition internationale qui intervient contre l'Irak pour le forcer à quitter le Koweït. Le pays est ainsi redevenu fréquentable pour Paris.

En Novembre 1999, Jacques Chirac reçoit à l'Élysée, le jeune chef d'État Bachar al-Assad.

L'année suivante il surprend la communauté internationale en étant le seul chef d'état présent aux obsèques d'Hafez Al-Assad (Juin 2000).

Dans le même temps il commence à parler du retrait des troupes syriennes du Liban, en décorant à Beyrouth le libanais Rafic Hariri, Grand Croix de la Légion d'Honneur (Avril 1996). Détail peu relevé à l'époque, sauf par les Syriens ...

En marge du 60ème anniversaire du débarquement en Normandie, Jacques Chirac lance, avec George W. Bush, l'initiative diplomatique qui débouche sur la résolution 1559 des Nations unies dirigée contre la Syrie. Adopté le 2 septembre 2004, le texte exige le retrait des 15 000 soldats syriens du Liban et la fin de l'ingérence de Damas dans ce pays. Un tournant dans la diplomatie française. S'en suivent cinq années de gel des relations, jusqu'à la réintégration du pays dans les amis fréquentables de la France, à l'occasion de l'Union pour la Méditerranée (Juillet 2008). Bachar est l'invité de marque de Sarkozy, hôte officiel à la fête nationale française le 14 Juillet 2008. Et donc nouveau revirement, autorisant le grand connaisseur du Levant, Richard Labévière à écrire «Le chemin retrouvé de Damas», dans la revue Défense de l'IHEDN (Juillet 2008). Il rappelle que la manœuvre de Paris pour le vote de la résolution 1559, fut considérée comme un incompréhensible camouflet, sans voir (ou feignant d'ignorer) les intérêts personnels de Chirac avec le libanais Rafic Hariri.

A la lumière de ce rapide survol faut-il préciser que la France n'est pas sans une masse d'archives plus que centenaires, tant diplomatiques que militaires. Les Britanniques savent utiliser leur Histoire et en sont fiers. Chez nous les déclarations brutales du Ministre Juppé, sommaires, réductrices et caricaturales ignorent superbement ce que fut la présence française au Levant, la fascination qu'ont les levantins pour Paris, et la défiance que nous avons générée puis entretenue depuis le début de la première émeute.

### ***Et depuis Mars 2011 ...***

Et donc en Mars 2011, trente mois après l'invitation des Champs Elysées, débute dans le pays même, des violences dirigées contre le pouvoir, et en particulier ce que la presse internationale a immédiatement appelé « le clan Assad ».

Concomitantes des autres révoltes, la tentation fut grande de rapprocher ces violences des autres événements de la Tunisie à l'Égypte, en passant par la Libye et le Yémen. Or il n'y a strictement aucune unicité de motivations entre toutes ces révoltes. Chacune a des sources spécifiques, locales, le seul dénominateur commun étant l'utilisation intensive des réseaux dits sociaux.



*"...aucune unicité de motivations entre toutes ces révoltes..."*

La première observation est qu'il est vain de tenter des explications avec la grille de lecture de l'intelligentsia française, évacuant l'attachement religieux de chaque communauté dans une mosaïque compliquée.

En l'espèce nous sommes devant un conflit entre des sunnites majoritaires dans le pays et les alaouites à la tête de l'Etat. Lesquels ont résisté dès le début des révoltes chez les voisins, à toute tentative d'islamisation chez eux. Les Alaouites ne se résument pas au clan Assad, contrairement à ce que le matraquage médiatique en Occident tente d'accréditer. L'éventuel départ d'Al-Assad et de sa famille ne changerait rigoureusement rien à la guerre civile qui perdure en réalité en Syrie depuis les années 1980. Un exemple : un commando de Frères musulmans s'est introduit dans l'école des cadets de l'armée de terre d'Alep, a soigneusement fait le tri des élèves officiers sunnites et des alaouites et a massacré 80 cadets alaouites au couteau et au fusil d'assaut en application de la fatwa d'Ibn Taymiyya. Les Frères l'ont payé cher en 1982 à Hama – fief de la confrérie - que l'oncle de l'actuel président a méthodiquement rasée en y faisant entre 10 et 20000 morts. Féroce répression que Mitterrand refusa de condamner estimant que les Frères musulmans étaient plus à craindre que la brutalité des Assad. Mais les violences intercommunautaires n'ont jamais cessé depuis même si le régime a tout fait pour les dissimuler.

Qui sont ces deux millions d'Alaouites, encore plus résolus à se battre que les Assad eux-mêmes ?

Issus au Xème siècle, aux frontières de l'empire arabe et de l'empire byzantin d'une lointaine scission du chiisme, ils pratiquent une sorte de syncrétisme mystique compliqué entre des éléments du chiisme, des éléments de panthéisme hellénistique, de mazdéisme persan et de christianisme byzantin. Ils se désignent eux mêmes sous le nom d'Alaouites – c'est à dire de partisans de Ali, le gendre du prophète -

quand ils veulent qu'on les prenne pour des Musulmans et sous le nom de Nosairis – du nom de Ibn Nosair, le mystique chiite qui a fondé leur courant – quand ils veulent se distinguer des Musulmans. Et – de fait – ils sont très éloignés de l'islam des sunnites qui les considèrent comme les pires des apostats. Cela leur a valu au XIVème siècle une fatwa du jurisconsulte salafiste Ibn Taymiyya, l'ancêtre du wahhabisme actuel, prescrivant leur persécution systématique et leur génocide. Bien que Ibn Taymiyyah soit considéré comme un exégète non autorisé, sa fatwa n'a jamais été remise en cause et est toujours d'actualité, notamment chez les salafistes, les wahhabites et les Frères Musulmans. Pourchassés et persécutés, les Alaouites ont dû se réfugier dans les montagnes côtières arides entre le Liban et l'actuelle Turquie tout en donnant à leurs croyances un côté hermétique et ésotérique, s'autorisant la dissimulation et le mensonge pour échapper à leur tortionnaires. Dans les années 1970, Hafez el-Assad, issu d'une des plus modestes familles de la communauté alaouite, devenu chef de l'armée de l'air puis ministre de la défense, s'est emparé du pouvoir par la force pour assurer la revanche et la protection de la minorité à laquelle sa famille appartient et des minorités alliées – chrétiens et druzes - qui l'ont assisté dans sa marche au pouvoir. Il s'est ensuite employé méthodiquement à assurer à ces minorités – et en particulier à la sienne - le contrôle de tous les leviers politiques, économiques et sociaux du pays selon des moyens et méthodes autoritaires.



Face à la montée du fondamentalisme qui progresse à la faveur de tous les bouleversements actuels du monde arabe, les Alaouites ont été rejoints dans leur résistance par les autres minorités religieuses de Syrie, Druzes, Chi'ites, Ismaéliens et surtout par les Chrétiens de toutes obédiences instruits du sort de leurs frères d'Irak et des Coptes d'Égypte.

Peu habitué à faire de la communication, le régime s'est rapidement laissé déborder. Même sans une observation très précise, personne n'aura manqué de constater que toutes les informations concernant la situation proviennent d'un « Observatoire syrien des droits de l'homme » (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l'ONG en question étant toujours l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d'information unique. Emanation de l'Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants islamistes dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent, en particulier son fondateur et premier Président, Monsieur Ryadh el-Maleh. L'Osdh s'est installé à la fin des années 80 à Londres sous la houlette bienveillante des

services anglo-saxons et fonctionne en quasi-totalité sur fonds séoudiens et maintenant qataris.

Autre favori des médias et des politiques occidentaux, un Conseil National Syrien, créé en 2011 à Istanbul sur le modèle du CNT libyen et à l'initiative non de l'État turc mais du parti islamiste AKP. Censé fédérer toutes les forces d'opposition au régime, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du terme.... Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L'une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> siècle. L'autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> siècle. Enfin, la troisième de couleur rouge censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l'islamisme comme on peut le constater lors des manifestations contre le régime.



*Drapeau syrien (ci-dessus) et drapeau du CNS (ci-dessous)*



Néanmoins la place prédominante faite aux Frères Musulmans au sein du CNS par l'AKP turc et le Département d'État américain a fini par exaspérer à peu près tout le monde et a fortement inquiété Israël. La Syrie n'est pas la Libye et les minorités qui représentent un bon quart de la population entendent avoir leur mot à dire, même au sein de l'opposition. Lors d'une visite d'une délégation d'opposants kurdes syriens à Washington en avril dernier, les choses se sont très mal passées. Les Kurdes sont musulmans

sunnites mais pas Arabes. Et en tant que non-arabes, ils sont voués à un statut d'infériorité par les Frères. Venus se plaindre auprès du Département d'État de leur marginalisation au sein du CNS, ils se sont entendus répondre qu'ils devaient se soumettre à l'autorité des Frères ou se débrouiller seuls. Rentrés à Istanbul très fâchés, ils se sont joints à d'autres opposants minoritaires pour démettre le Président du CNS, Bourhan Ghalioun totalement inféodé aux Frères, et le remplacer par un Kurde, Abdelbasset Saïda qui fera ce qu'il pourra – c'est à dire pas grand chose - pour ne perdre ni l'hospitalité des islamistes turcs, ni l'appui politique des néo-conservateurs Américains, ni, surtout, l'appui financier des Saoudiens et des Qataris.

Tout cela est surtout révélateur de l'orientation que les États islamistes appuyés par les néo-conservateurs américains entendent donner aux mouvements de contestation dans le monde arabe.

Ce ne sont évidemment pas ces constatations qui vont rassurer les minorités de Syrie et les inciter à la conciliation ou à la retenue. Les minorités de Syrie – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l'État – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu'elles défendront par la violence. Faire sortir le Président syrien du jeu peut à la rigueur avoir une portée symbolique mais ne changera rien au problème. Ce n'est pas lui qui est visé, ce n'est pas lui qui est en cause, c'est l'ensemble de sa communauté. Et il faut être particulièrement aveugle pour ne pas voir que la politique de déstabilisation conduite par Washington vise l'Iran dont les Alaouites sont religieusement si proches.

Puisque l'Arabie et le Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont théoriquement nos amies et nos alliées, nous aurions pu leur demander d'annuler la fatwa d'Ibn Taymiyyah... Il n'en a rien été. À ces minorités syriennes menacées, l'Occident, France en tête, n'a opposé que la condamnation sans appel et l'anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l'accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des États théocratiques soutenant le salafisme politique. Il n'est objectivement plus possible de parler de la politique arabe de la France.

Débarrassés des ténors du nationalisme arabe, de Saddam Hussein, de Ben Ali, de Moubarak, de Kadhafi, à l'abri des critiques de l'Irak, de l'Algérie et de la Syrie englués dans leurs conflits internes, les théocraties pétrolières n'ont eu aucun mal à prendre avec leurs pétrodollars le contrôle de la Ligue Arabe et d'en faire un instrument de pression sur la communauté internationale et l'ONU en faveur des mouvements politiques fondamentalistes qui confortent leur légitimité.

Etrange apparaît en revanche l'empressement des Occidentaux à favoriser partout les entreprises intégristes encore moins démocratiques que les

dictatures auxquelles elles se substituent et à vouer aux gémonies ceux qui leur résistent.

### ***Un petit tour par les media ...***



Les professionnels de l'information ne peuvent qu'être scandalisés par le traitement de la crise, par les organes français en particulier. Mais cette débauche d'intoxications de masse, conduit à réfléchir à ce qu'est devenue la technologie des réseaux et du multimédia, en tant qu'arme de guerre. Agissant selon la technique de la saturation, une « information » que l'on veut utiliser pour conduire la foule est diffusée massivement sans discrimination. Pire, l'illusion est totale quand elle fait l'objet de « débats » conduits par des gens de presse, eux mêmes sans réelles connaissances du sujet (France 24, la voix de la France à l'étranger en est une caricature). Ce qui laisse perplexe : aucun enseignement n'est tiré par personne (journalistes, diplomates, militaires, simples citoyens ...) depuis que ces moyens de diffusion du mensonge se sont perfectionnés. La liste s'allonge depuis l'hiver 1990 simplement, date des interventions massives des Etats Unis dans le monde arabo-musulman. Pour ne rappeler que les annonces les plus spectaculaires : Irak et sa 4ème armée du monde, les couveuses de la maternité de Koweït City, les armes de destruction massive de Saddam Hussein, les colonnes de blindés de Gaddafi fonçant vers Bengazi, les 6.000 morts de Bengazi.



Dans le cas présent de la Syrie on atteint un paroxysme. Le principe de toute opération psychologique tourne autour de trois éléments selon la doctrine américaine de la psywar: il s'agit d'occulter une part de la réalité, de déclencher des émotions et de fournir aux media ce qu'ils attendent. Ici l'émotion est un exutoire à la crise. Seul l'ONU donne régulièrement un nombre des tués, sans discrimination, et sans source indépendante sur le terrain, particulièrement sujet à caution car incapable de nous dire de quel côté sont les morts ... La conduite de Juppé fut particulièrement odieuse. Un groupe d'opposants autour de l'intellectuel Michel KILO, en voyage en France en Octobre 2011 ne fut pas reçu au Quai d'Orsay, et on lui refusa une conférence de presse au Centre d'accueil de la presse étrangère.

Avec amertume le professeur Frédéric PICHON note : « **pas de printemps pour l'info ; L'Orient est définitivement trop compliqué pour les journalistes** »...

Comme simple exemple nous donnons deux liens qui incitent à la prudence. Dans les deux cas le professeur Tahhan Bassam présente l'énorme avantage d'être syrien d'Alep, et opposant aux Assad. Son opinion est sans appel sur le comportement du gouvernement français.

<http://www.agoravox.tv/actualites/international/article/interview-de-bassam-tahhan-sur-la-36152>

<http://www.agoravox.tv/actualites/international/article/gerard-de-villiers-et-bassam-36232>

Quant au plateau de Taddei, il nous fournit ce qu'est le parfait travail d'intoxication d'une journaliste, en l'occurrence une certaine Florence Aubenas (bien connue et fière d'elle, forcément), face à un « grand », Gérard De Villiers.

Et jusqu'à aujourd'hui, intertitre du Figaro du 15 Septembre, censé couvrir les événements depuis trois jours: « **les Etats Unis piégés par une poignée de fanatiques anti-islam** ». En oubliant sciemment que la

détestation de la bannière étoilée est telle dans le monde arabo-musulman qu'il n'y a aucune nécessité d'un montage très compliqué pour entraîner les foules à la brûler ...

Outre la perte de notre crédibilité, qui ne voit qu'avec la situation de l'islam en France, nous faisons totalement fausse route en accrochant notre politique étrangère à celle de la fédération de marchands des bords du Potomac.

*Champsaur*

